L'Orient-Le Jour
sam. 14-dim. 15 novembre 2026 | N°17670


ÉVÉNEMENT

# L'Institut des finances célèbre son anniversaire à Sciences Po Paris

À l'occasion du 30e anniversaire de l'Institut des finances Basil Fuleihan, le Cercle France-Liban de Sciences Po Paris et l'institut ont organisé, le 9 novembre au soir, une rencontre intitulée « 30 ans de coopération franco-libanaise : construire des institutions, transmettre des savoirs, faire vivre l'État » consacrée à trois décennies de coopération franco-libanaise.

La rencontre s'est tenue en présence de nombreuses personnalités françaises et libanaises ayant contribué à cette histoire commune.

Après une allocution d'ouverture de Joseph Jarrouche, fondateur et président du Cercle France-Liban, la table ronde, modérée par Léna Gannagé, professeure à l'Université Paris-Panthéon-Assas et doyenne honoraire de la faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, a réuni François Villeroy de Galhau, ancien gouverneur de la Banque de France, Jean-François Bijon, premier directeur de l'institut, Nabil de Freige, ancien ministre d'État chargé de la Réforme administrative, et Lamia Moubayed Bissat, présidente de l'institut.

François Villeroy de Galhau, qui avait contribué à la création de l'institut lors de sa visite au Liban en 1995, est intervenu sur le thème « Finances publiques et responsabilité de l'État ». Il a abordé le rôle des institutions financières dans la continuité de l'État, tout en soulignant l'importance de la France pour le Liban et la contribution active de la communauté libanaise en France.

Jean-François Bijon, premier directeur de l'institut de 1996 à 2000, a consacré son intervention au « Fondateur et à la vision des débuts ». Il est revenu sur les choix fondateurs, les raisons ayant conduit à la création d'une institution spécialisée dans les finances publiques au lendemain de la guerre, ainsi que sur les modalités de transfert des connaissances et des compétences et la préparation du passage d'un projet de coopération soutenu par la France à une institution dirigée par des Libanais.

Pour sa part, Nabil de Freige a abordé le thème « De la volonté politique à la réforme », évoquant les obstacles pratiques et politiques auxquels il s'était heurté dans le cadre de ses fonctions de ministre d'État chargé de la Réforme administrative, dans les efforts de modernisation de l'administration.



Lamia Moubayed Bissat, Nabil de Freige, Léna Gannagé, François Villeroy de Galhau et Jean-François Bijon à la table ronde du 9 novembre à Paris.
Photo fournie par l'Institut des finances Basil Fuleihan

Au cours de son intervention, Lamia Moubayed Bissat est revenue sur les conditions qui ont permis à l'institut de préserver sa neutralité et sa rigueur scientifique. Elle a expliqué que « la première condition était de construire une institution reposant sur un mandat clair, et non sur des personnes ou des circonstances politiques particulières ».

Elle a rappelé que l'Institut des finances Basil Fuleihan, fondé en 1996 dans le cadre de la coopération franco-libanaise, avait connu une transformation majeure en 2003, lorsqu'il est devenu une institution publique libanaise autonome. Son rôle ne s'est alors plus limité au transfert des compétences et des savoir-faire français, mais s'est progressivement orienté vers la construction conjointe de capacités nationales libanaises.

L'institut a ainsi progressivement élargi son champ d'action, passant de la formation des agents du ministère des Finances à celle des agents publics en charge de la gestion des finances publiques, puis au développement de la recherche appliquée et à l'accompagnement des réformes. Les travaux récemment menés dans le domaine de la réforme des marchés publics en constituent une illustration. « Notre rôle a toujours été d'éclairer la prise de décision publique, sans nous substituer aux décideurs ni devenir un instrument au service d'agendas politiques », a-t-elle précisé.

Évoquant le rôle de l'institut dans le développement de la coopération régionale, Lamia Moubayed Bissat a rappelé qu'il avait lancé depuis Beyrouth, en 2006, le Réseau des écoles et instituts de formation de l'administration publique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (GIFT-MENA), en partenariat avec l'Adetef, l'École nationale d'administration française (ENA) et la Banque mondiale. Le réseau a réuni plus de 60 écoles et instituts de formation issus de 20 pays arabes et de trois pays du nord de la Méditerranée, ainsi qu'une vingtaine de partenaires régionaux et internationaux. Il a notamment contribué à la création de six instituts spécialisés dans les finances publiques.

En conclusion, Lamia Moubayed Bissat a réaffirmé l'ambition de faire de l'institut, au cours des trente prochaines années, un acteur majeur de la reconstruction de l'État et du renforcement de la coopération régionale.